

INTERVENTION EDUKOR

RAPPORT DES RESULTATS 2017
PROGRAMME D'EDUCATION AU KASAI ORIENTAL
RDC 12 172 11



ACRONYMES.....	4
1. APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES).....	8
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	8
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	9
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	11
1.3.1 <i>Pertinence</i>	11
1.3.2 <i>Efficacité</i>	12
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	14
1.4. CONCLUSIONS.....	15
2 MONITORING DES RESULTATS.....	25
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	25
2.1.1 <i>Contexte général</i>	25
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	26
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	26
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	27
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	29
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	29
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	30
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	32
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	33
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	33
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	34
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	34
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	38
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	38
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	39
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	40
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	43
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	43
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	44
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	45
2.6 THEMES TRANSVERSAUX.....	53
2.6.1 <i>Genre</i>	53
2.6.2 <i>Environnement</i>	55
2.6.3 <i>ECONOMIE SOLIDAIRE</i>	55
2.6.4 VIH/SIDA.....	57
2.6.5. Droits de l'enfance	57
2.7 GESTION DES RISQUES.....	59

3	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	65
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES	65
3.2	RECOMMANDATIONS.....	66
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	66
4	ANNEXES.....	67
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	67
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	72
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	73
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	82
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	82
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	82

Acronymes

AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle
AETP 1 et 2	Projet d'appui à l'enseignement technique et professionnel phase 1 et phase 2
AFD	Agence française de développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANAPECO	Association Nationale des Parents d'Elèves et Etudiants de la RD Congo
ANEP	Association nationale des entreprises du portefeuille
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
APEP	Appui à l'Enseignement Primaire
ASDI	Coopération au développement suédoise (SIDA)
AT(I), AT(N)	Assistant Technique (International), (national)
CAT	Cellule d'appui technique
CCIM	Campagne Congolaise pour Interdire les Mines
CCQ	Comité de Contrôle de la Qualité (DGD/CTB)
CdC	Comité de Concertation
CdS	Comité de Suivi
CdR	Centre de Ressources
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CFPP	Centres de formation et de perfectionnement professionnels
CIETFP	Commission interministérielle de l'Education Technique et la Formation Professionnelle
CLER	Comité Local d'Entretien Routier

COMPAR	Comité des partenaires
CP–CDP	Comité Provincial de Coordination du Processus de Développement au Kasaï Oriental
COPEMECO	Confédération des petites et moyennes entreprises congolaises
CPE	Conseil Provincial de l'Enfant
CPF	Conseil Provincial de la Femme
CPS	Centre de Promotion Sociale
CSC	Cahier Spécial des Charges ou Confédération Syndicale du Congo
CTB	Agence belge de développement
DSCRP	Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
DTF	Dossier technique et financier
DIPROMAD	Direction des Programmes Scolaires et Matériel Didactique
EDUKAT	Education dans la province du Katanga (programme de la CTB)
EDUKOR	Education dans la province du Kasaï Oriental (programme de la CTB)
EDUT	Education dans la province de la Tshopo (programme de la CTB)
EDU-MOSU	Education dans la province de la Mongala et du Sud Ubangi (programme de la CTB)
EPS Inc.	Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la nouvelle Citoyenneté Civile
EdR	Espace de Ressources
EDS	Enquête Démographique et de Santé
ENA	Ecole Nationale de l'Administration
ETD	Entités territoriales décentralisées
ETP	Enseignement Technique et Professionnel
EFTP	Enseignement et formation technique et professionnelle

ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
EVFmP	Education à la Vie Familiale et en matière de Population
EXETAT	Examen d'Etat
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
FOPAKOR	Fédération des Organisations Paysannes du Kasaï Oriental
GFE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
GTG	Groupe Thématique Genre
IDH	Indice de Développement Humain
IGE	Inspection Générale de l'Enseignement
INERA	Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique
INPP	Institut national de préparation professionnelle
Ins. Pool	Inspecteur Chef de Pool
IPMEA	Ministère de l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat
IPP	Inspecteur Principal Provincial
IPPAETS	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge d'équivalence et titres scolaires
IPPAF	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge de la formation
IPPAM	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge de la maternelle
IPPAP	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge du primaire
IPPAS	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge du secondaire
IPPAEC	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge d'évaluation et concours
ISPT	Institut Supérieur Professionnel et Technique
KOR	Kasaï Oriental

MTR	Middle Term revue
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
PPFEA	Projet Pilote de Formation en Alternance
PRODAKOR	Programme d'agriculture au Kasai Oriental
PRODEKOR	Programme de désenclavement au Kasai Oriental
PRECOB	Programme de Renforcement Des Capacités organisationnelles par l'Octroi des Bourses
PROVED	Province Educationnelle, Directeur de la Province éducationnelle
SECOPE	Service de contrôle et de la paie des enseignants
U.F.E.	Unité Formation Emploi

1. Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

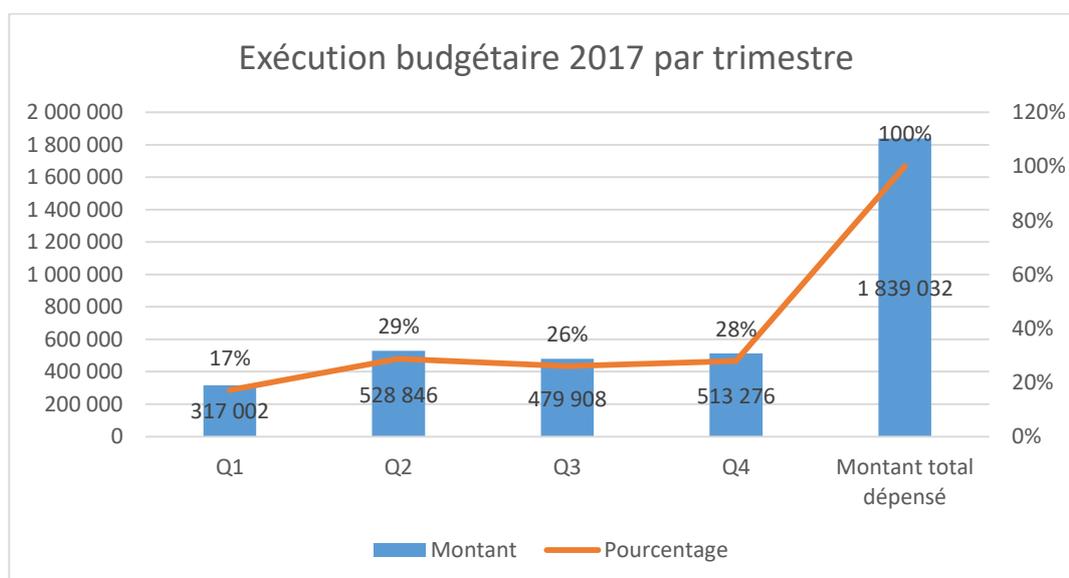
1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	EDUKOR
Code de l'intervention	RDC 12 172 11
Localisation	Mbuji Mayi
Budget total	10 000 000 Euros
Institution partenaire	Ministère de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel
Date de début de la Convention spécifique	06 novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	06 novembre 2014
Date prévue de fin d'exécution	05 novembre 2019
Date de fin de la Convention spécifique	05 novembre 2021
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> * Les élèves des écoles techniques et professionnelles du bassin de Mbuji Mayi et du territoire de Ngandajika ; * L'administration publique du secteur de l'enseignement technique et professionnel de la Province du Kasaï Oriental 1 et du Territoire de Ngandajika; * Les entreprises locales et leurs regroupements ayant des activités dans les filières appuyées par EDUKOR.
Impact	Dans le bassin d'emploi autour de Mbuji Mayi, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle tant formelle que non-formelle et l'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.
Outcome	Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducative du Kasaï Oriental I et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique. 2. L'offre de la formation EFTP est adaptée aux besoins du marché de l'emploi (auto-emploi) et le pilotage et la gestion au niveau macro-, méso-, et micro du secteur EFTP est améliorée et garantit une formation de qualité 3. Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.
Année couverte par le rapport	2017

1.2 Exécution budgétaire

Sur la base du plafonnement budgétaire de 2017 et en fonction de notre planification en **Q4-2017** nous constatons que le taux d'exécution budgétaire est de **97 %**.

Planification Q4-2017	Réalisé 2017	% Exécution
€ 1.899.908	€ 1.839.032	97%



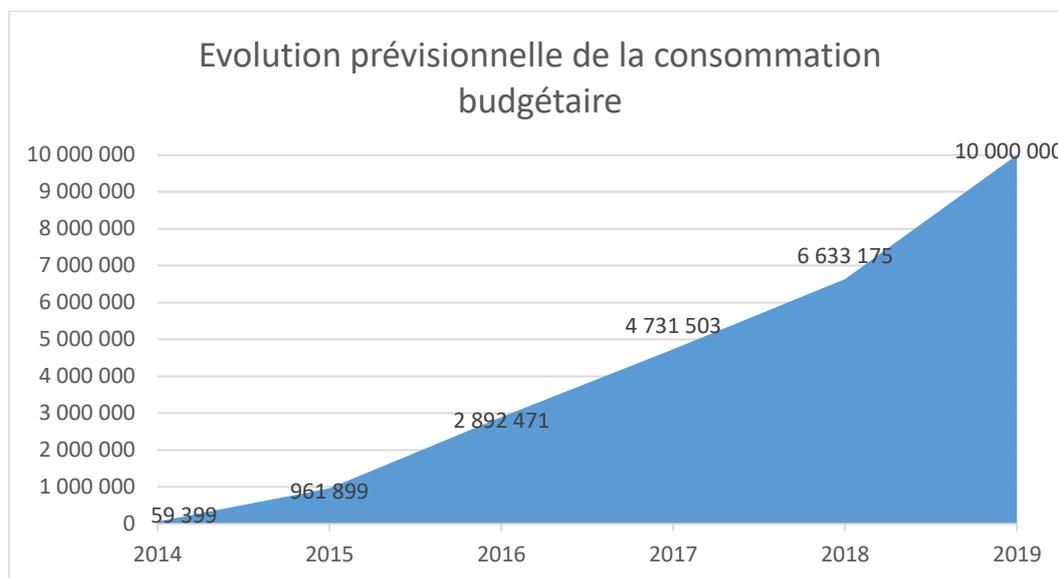
Le taux de décaissement cumulé est de 4.731.503 € en fin 2017 sur un budget global de 10.000.000 €, soit un taux de 47%.

Activités EDUKOR	BUDGET	DEPENSES		Total depuis début	SOLDE Solde au 31/12/2017	Taux de réalisation fin 2017
	euro	Années Précédentes (2014-2016)	Année du rapport (2017)			
Total	10.000.000	2.892.471	1.839.032	4.731.503	5.268.497	47%
Résultat 1	3.275.800	572.075	559.769	1.131.844	2.143.956	35%
Résultat 2	1.791.850	832.195	105.982	938.177	853.673	52%
Résultat 3	1.170.875	71.833	474.486	546.319	624.556	47%
Réserve budgétaire	226.975	0	0	0	226.975	0%
Moyens généraux	3.534.500	1.416.368	698.795	2.115.163	1.419.337	60%

Sur base des décaissements en **2014, 2015, 2016 et 2017** nos prévisions budgétaires pour **2018 et 2019** sont les suivantes dans le tableau ci-dessous.

Années	Exécution budgétaire
2014	59.399
2015	961.899
2016	2.892.471
2017	4.731.503
2018	6.633.175
2019	10.000.000

Au regard du budget restant de près de 3,3M€ en 2019 nous recommandons d'envisager une prolongation de un an afin de finaliser la mise en œuvre de la stratégie de façon plus réaliste.



Cette augmentation croissante qui s'effectuera dans les 2 dernières années de l'intervention est motivée par l'atteinte des résultats au travers de la stratégie mise en œuvre afin de renforcer les capacités des RH de nos partenaires, améliorer la qualité de l'ETFP au bénéfice des apprenants, doter les 5 CDA d'infrastructures répondants aux besoins formatifs dans les filières métiers appuyés avec l'acquisition des équipements/outillages pour les ateliers, les fournitures des laboratoires de **"NTIC"**, le mobilier pour les classes, les bibliographies pour les bibliothèques, les projets d'insertion professionnelle avec les **"AGR"** et **"projets d'auto emploi"** pour les apprenants sortants et les **projets d'entrepreneuriat féminin**.

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

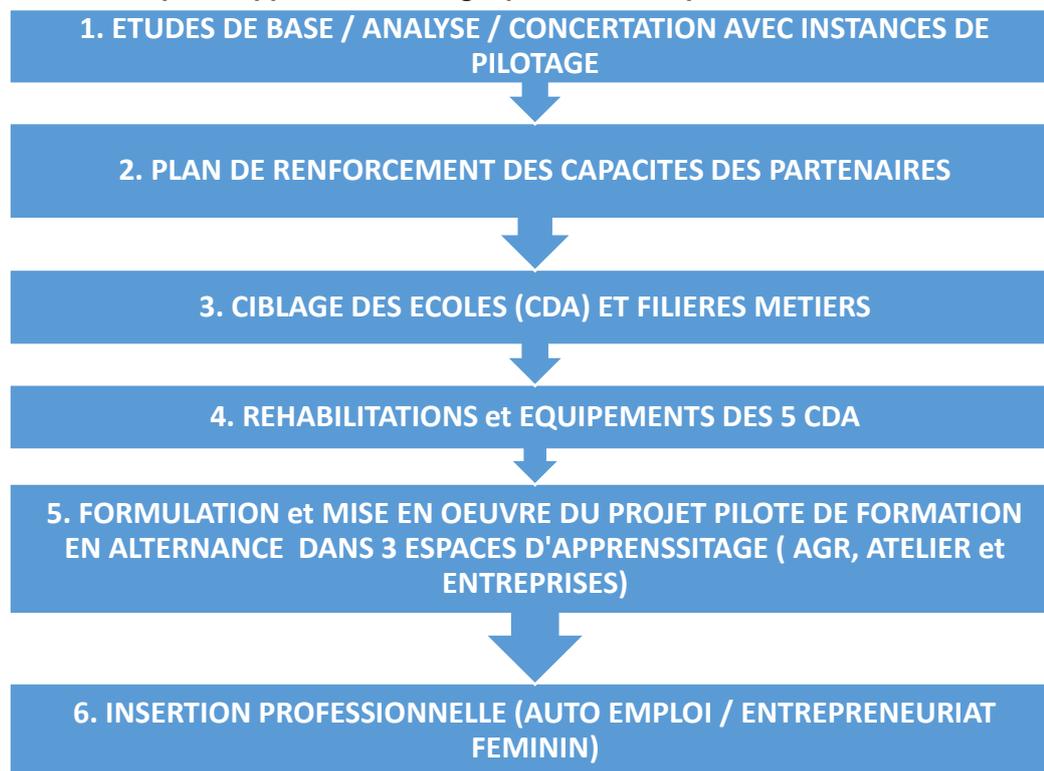
Le programme s'inscrit toujours dans les politiques nationales et la stratégie belge du PIC, signé entre le Royaume de la Belgique et la RDC. Il s'intègre dans la politique de développement du Kasaï Oriental et vise l'amélioration de la qualité de l'enseignement technique et professionnel dans le souci de doter les lauréats issus de l'ETFP des outils nécessaires en vue d'augmenter leurs chances dans le cadre de l'insertion professionnelle. Les activités répondent aux priorités du plan quinquennal de Croissance de l'Emploi 2011-2015 tout autant qu'aux nouvelles stratégies promues dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE) et dans la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025.

Au cours de cette année 2017 les tendances vers les résultats et l'atteinte des indicateurs ont été poursuivis conformément à la nouvelle vision stratégique de l'intervention arrêtée l'année antérieure. La poursuite des activités a tenu compte de toutes les deux parties de la zone d'intervention du programme à savoir la province du Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika dans celle de la Lomami. Les efforts de réorientation et installation de la vision nouvelle du programme se sont poursuivis pour plus de réalisme dans l'orientation des activités afin de bien envisager les résultats escomptés. Plusieurs interactions ont été réalisées avec les partenaires sur l'appropriation de cette vision stratégique de l'intervention

La stratégie mise place afin d'atteindre « l'OUTCOME » s'est construite en tenant compte des études de base réalisées, des réalités socioéconomique de nos zones d'interventions (bassins d'emplois), des besoins au niveau des partenaires et de l'impact souhaité post programme.

Celle-ci a été souple s'adaptant aux réalités mouvantes dans un contexte en permanence fragilisé.

A ce titre et pour rappel cette stratégie prévoit les étapes suivantes :



Le **Ministre provincial de l'Education, Fonction publique, Culture, Arts et Tourisme** étant resté en place durant l'année (sans changement de gouvernement) la collaboration entre le programme et le ministère a demeuré permanente et régulière dans le cadre de la mise en œuvre des activités

Au cours de l'année 2017 le programme s'est employé à éclaircir les différents paramètres de la mise en œuvre du **projet pilote de formation en alternance (PPFEA)**, stratégie adoptée pour atteindre les deux premiers résultats du programme.

1.3.2. Efficacité

	Performance
Efficacité	A

Dans le processus d'atteinte de "**L'Outcome**", le programme a poursuivi la stratégie mise en place au travers des activités renforçant les différents "**Outputs**" sur le plan opérationnel et ce conformément à la logique d'intervention arrêtée en 2016. Jusqu'à cette étape la chaîne des résultats attendus de l'intervention est sous contrôle et évolue avec satisfaction.

Il est à noter que le plafonnement budgétaire fixé à **1.900.000 Euros** en cours d'année, a demandé la révision et priorisation des activités au niveau opérationnel, réduisant de 50% les résultats qu'EDUKOR souhaitait atteindre en 2017 dans le cadre de « l'insertion professionnelle » au travers des projets « d'auto emploi » aux bénéficiaires des sortants de l'ETFP et de l'entrepreneuriat féminin.

En effet sur **12 projets d'auto emploi** pour sortants sélectionnés, seul **6** ont pu être financé et accompagnés pour la mise en œuvre durant cette année.

Cette priorisation a dû se faire en tenant compte des budgets qui étaient déjà engagés au niveau des marchés publics dans le cadre des réhabilitations d'infrastructures et l'acquisition de certains équipements en cours d'exécution/réception.

1.3.3. Efficience

	Performance
Efficience	B

L'utilisation des ressources se fait avec efficience au regard de la programmation des activités établies annuellement. Toutefois le plafonnement budgétaire pour cette année fixé à **1.900.000 Euros** (selon les recommandations Ministérielles du Royaume de Belgique) a influé sur le reclassement de certaines activités par rapport aux autres et par voie de conséquences les outputs sont en cours d'enregistrement selon l'ordre de mise en œuvre.

Cette priorisation stratégique s'est faite au bénéfice direct de la population (RH des CDA et écoles affiliées, apprenants, lauréats et membres des communautés) en maintenant les engagements financiers au travers des marchés publics attribués dans le cadre des réhabilitations des 4 CDA et certains équipements de base.

De la mise en œuvre des projets d'insertion professionnel sélectionnés (**AGR, Auto Emploi pour sortants et entrepreneuriat féminin**) ayant déjà bénéficiés de renforcement des capacités, d'équipements et fournitures pour démarrer leurs activités en relayant au second plan certaines activités d'appui institutionnel au bénéfice des acteurs publics.

Durant l'année 2017 nous avons continué à bien positionner notre vision stratégique en tenant compte de la réalité socioéconomique actuelle et faisant suite aux conclusions des études de base qui nous ont menées à la mise en œuvre d'une nouvelle approche au travers de la Formation en Alternance au bénéfice des jeunes de l'ETFP dans les 5 CDA ciblés par le biais d'un projet pilote (PPFEA).

Nous avons poursuivi la mise en œuvre des activités conformément à la réaffectation de certaines ressources financières de façon à atteindre des résultats.

1.3.4. Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

Dans le souci de rendre durable les changements du programme auprès des partenaires, l'intervention s'est investie à appuyer les 5 centres d'application dans leurs efforts d'autonomisation financière.

Chacun des centres d'application a bénéficié d'un appui au niveau du renforcement des capacités (RH) et financier pour la mise sur pied des activités génératrices de revenus (AGR) qui fonctionnent de manière prometteuse.

Les apprenants dans les écoles CDA sont formés et impliqués à la production pour renforcer les moyens de prise en charge mis à la disposition de leurs écoles.

Cette stratégie consiste à susciter une production de biens commerciables à partir de l'acquisition de compétences/métiers au travers des exercices et de la pratique des élèves/apprenants sous l'encadrement des enseignants des cours pratiques.

Les changements obtenus dans le programme concourent à la durabilité au travers de cette stratégie **d'autonomisation financière et d'auto-prise en charge** des CDA dans la mise en œuvre continue de l'alternance comme mode de formation des élèves.

L'espace « AGR » est à ce titre intégré au sein des CDA en tant que plateforme d'apprentissage dans le cadre de la formation en alternance au même titre que l'atelier et les entreprises conventionnées dans le cadre du « PPFEA ».

La synergie mise en place au niveau des groupes cibles, à savoir : **les élèves de l'ETFP, l'Administration de l'ETFP et le secteur privé (entreprises)** doit perdurer et se renforcer mutuellement afin de garantir une continuité dans le renforcement de la qualité du niveau éducatif de l'ETFP en vue de garantir une insertion professionnelle de ses bénéficiaires finaux au travers des différents outils stratégiques que le programme a construit avec et au bénéfice de tous.

Au travers de l'appui d'EDUKOR dans la mise en œuvre des projets AGR au sein des CDA, des autos emploi pour les sortants des CDA, de l'entrepreneuriat féminin ainsi que le partenariat avec le secteur privé dans le cadre du projet pilote de formation en alternance nous visons atteindre des résultats en matière d'insertion professionnelle et la création d'emploi.

A ce titre **120 emplois directs** se sont créés en 2017 aux bénéfices des jeunes de l'ETFP et des mamans des filles apprenantes.

Avec la redynamisation des **U.F.E. des 5 CDA** et des futures **écoles affiliées** nous doteront ces structures des outils pédagogique nécessaires à l'accompagnement des sortants afin d'optimiser leur insertion professionnelle dans les bassins d'emplois de nos zones d'intervention.

Nous escomptons satisfaire positivement par l'obtention et/ou la création d'emploi au moins à 80 % de demande émises par les sortants des **5 CDA** chaque année.

Le succès idoine de l'intervention est aussi lié au fait que le secteur privé continue à s'impliquer en ouvrant ses portes aux écoles dans le cadre de la formation en alternance, tout en étant également moteur dans le recrutement de main-d'œuvre qualifiée sortant des établissements de l'ETFP.

L'appropriation et l'implication des différents acteurs dans le cadre du **projet pilote (PPFEA)** nous laisse présager des signes prometteurs quant à la durabilité dans ce nouveau paradigme en RDC quant à la manière d'aborder l'ETFP dans le futur afin d'atteindre **"l'Adéquation Formation-Emploi"** tant espérée et souhaitée par les différents acteurs.

1.4. Conclusions

L'installation et la consolidation de la vision stratégique du programme ont permis à ces jours d'avancer suffisamment dans l'atteinte des résultats du programme.

Résultat 1	« Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique ».
-------------------	---

Les synergies mises en place avec le secteur privé dans le cadre du projet pilote de formation en alternance au bénéfice des apprenants des CDA nous a permis d'atteindre les résultats suivants :

- **13 conventions signées avec des entreprises des bassins d'emplois de Mbuji Mayi au Kasai Oriental et du territoire de Ngandajika dans la province de La Lomami qui accueilleront les apprenants des CDA en formation en alternance au sein de leurs entreprises dans les filières appuyées par EDUKOR en : agriculture générale, vétérinaire, transformation alimentaire et mécanique générale.**
- **La formation pratique en alternance qui se donne dans ces entreprises répond aux attentes de celle-ci en termes de compétences métiers améliorant ainsi la qualité de l'ETFP aux bénéficiaires des apprenants.**
- **Le suivi et le coaching des jeunes apprenants dans les entreprises assurés par les enseignants des CDA, l'inspection et les maîtres d'apprentissage garanti la qualité dans l'acquisition des compétences métiers répondant ainsi aux besoins de l'environnement socioéconomique.**

Le renforcement des RH et l'appui aux établissements de l'ETFP (5 CDA) par la réhabilitation de leurs installations et l'acquisition d'équipements pour leurs ateliers améliore la qualité de la formation théorique mais augmente les heures de pratique réelle transmise en matières d'acquisition de compétences métiers aux apprenants

les préparant de façon optimale vers l'insertion professionnelle.

Cette amélioration des cursus en matière de l'acquisition de compétences métiers en terme qualitatif met en place les bases qui permettront atteindre l'adéquation formation emploi tant recherchée.

D'autres de nouveaux espaces/platformes d'apprentissages pour les apprenants se sont mis en place dans les CDA, tels que les « AGR » qui proposent l'apprentissage du métier au travers de la production et commercialisations de biens en étant également une activité génératrice de revenus qui permettra une certaine autonomie financière pour ces établissements.

Le renforcement et redynamisation des « UFE » au sein des CDA assure l'orientation et l'accompagnement des futurs sortants dans leur projet d'insertion professionnelle garantissant ainsi l'emploi des jeunes.

A. CDA / ESGTK à Mbuji Mayi (filière en mécanique générale / enseignement formel)



Photo 1 : Novembre 2017 début des réhabilitations de l'atelier de la filière « mécanique générale » au CDA « ESGTK » à Mbuji Mayi.



Photo 2 : Avancement en décembre des réhabilitations de l'atelier de la filière « mécanique générale » au CDA « ESGTK » à Mbuji Mayi.



Photo 3 : Avancement en décembre des réhabilitations de l'atelier de la filière « mécanique générale » au CDA « ESGTK » à Mbuji Mayi.



Photo 4 : Nouvelle construction au CDA / ESGTK (filiale en mécanique générale) qui abritera le laboratoire NTIC, la Bibliothèque, l'espace UFE et les sanitaires

B. CDA / IT PRO MAZARELLO à Mbuji Mayi (filiales agriculture générale et transformation alimentaire / enseignement formel)



Photo 5 : Nouvelle construction au CDA / IT PRO MAZARELLO (espace qui abritera le laboratoire NTIC, la Bibliothèque et les sanitaires)

C. CDA / IT PRO MAKALA à Mbuji Mayi (filiale menuiserie / enseignement formel)



Photo 6 : Cette nouvelle construction abritera l'atelier pour les cours de pratique de la filière menuiserie, le laboratoire NTIC, la bibliothèque, l'espace UFE et une classe supplémentaire.



Photo 7 : La nouvelle construction au CDA / IT PRO MAKALA vient en prolongation du bâtiment déjà existant afin d'y annexer les espaces mentionnés dans la photo précédente.

D. CDA / DON BOSCO à Mbuji Mayi (filiale mécanique moto / enseignement non formel)



Photo 8 : Nouvelle construction au CDA / DON BOSCO pour la filière de mécanique moto qui abritera le laboratoire NTIC, la Bibliothèque, l'atelier de mécanique moto et l'espace UFE)

E. ITAV NGANAJIKA dans la province de La Lomami (filiales agriculture générale et vétérinaire / enseignement formel)



Photo 9 : Inauguration en septembre 2017 de l'ITAV NGANAJIKA en présence de son Excellence l'ambassadeur de Belgique en RDC



Photo 10 : Bâtiments abritant les classes de cours à l'ITAV NGANDAJIKA pour les filières d'agriculture générale et vétérinaire



Photo 11 : La porcherie réhabilitée à l'ITAV NGANDAJIKA pour la filière vétérinaire



Photo 12 : Les poulaillers réhabilités à l'ITAV NGANDAJIKA pour la filière vétérinaire

Résultat 2	« L'offre de la formation ETFP est adaptée aux besoins du marché de l'emploi (auto-emploi) et le pilotage et la gestion au niveau macro-, méso-, et micro du secteur ETFP est améliorée et garantit une formation de qualité ».
-------------------	--

Les cinq comités de directions scolaires accompagné et coacher assurent dans l'actualité une gestion collégiale dans les 5 CDA.

La gestion des CDA a été améliorée après que les chefs d'établissements des 5 CDA aient été renforcés en capacités sur le plan de la gestion de leurs institutions scolaires. A ce titre on constate les résultats suivants :

- **Planification régulière et appliquée : 50,05 % d'écoles**
- **Gestion administrative conforme aux recommandations : 48,53 % d'écoles**
- **Gestion financière transparente : 36,64 %**
- **Gestion pédagogique : 58,96 % (Résultats février 2017 Baseline)**

Les CDA ont été appuyés en matériels pour la redynamisation de leurs capacités de gestion des enseignements à savoir : les consommables pour les productions dans les AGR avec l'implication pédagogique des élèves.

A ce titre après 6 mois de fonctionnement les AGR ont générés des revenus qui leurs permettent de payer leur frais de fonctionnement (salaires, frais généraux, maintenance des équipements, approvisionnement du stock,...) et bénéfices net qui varie d'une AGR à l'autre entre les **3.000 et 1.500 USD**.

Le renforcement des capacités en matière de RH des Institutions partenaires du programme (PROVED, SECOPE,...) en synergie avec le PRECOB sur base du plan de renforcement de capacité institutionnelle élaboré en 2016 suite aux études de base du programme en 2015 se poursuit.

L'incorporation au niveaux des RH d'EDUKOR de 5 « agents de l'état mis à disposition », spécialisés dans les domaines suivants : mécanique, agriculture et menuiserie affecté en permanence chacun dans un CDA a permis de renforcer la gestion opérationnelle de ceux-ci .

Résultat 3	« Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle ».
-------------------	--

Suite au plafonnement budgétaire porté à **1.900.000 USD** nous avons dû prioriser certaines activités au détriment d'autres en tenant compte que dans le cadre de certains résultats nous avons des fonds engagés et non résiliables (marché en cours d'exécution).

A ce titre dans le cadre de **l'insertion professionnelle et la création d'emploi** au bénéfice des sortants de l'ETFP et des femmes entrepreneuses des communautés nous n'avons pu appuyer que **6 projets d'auto emploi, 4 projets AGR et 3 projets d'entrepreneuriat** sur **24 projets sélectionnés**.

Cette diminution de budget destiné au résultat 3 a réduit de 50% les résultats estompés à atteindre au cours de l'exercice 2017.

Cependant les résultats atteints pour cette année en matière d'insertion professionnelle sont assez prometteurs pour la suite. En effet au travers de ces projets se sont créés **120 emplois directs** qui après six mois sont toujours réelles et maintenus.

"La nouvelle vision stratégique mise en place en introduisant le "PPFEA", l'implication des différents acteurs dans celles-ci, les moyens déployés au travers de notre intervention en vue de renforcer les structures nous laisse présager des résultats positifs qui nous mèneront vers des changements en vue d'atteindre une "Adéquation Formation Emploi" plus optimale par le biais des 5 CDA et les établissements affiliés par la suite, offrant des formations de qualité majorée au niveau de l'ETFP".

Fonctionnaire exécution nationale ¹	Fonctionnaire exécution CTB ²
	MICHEL PUJANA

¹ Nom et signature
² Nom et signature

2 Monitoring des résultats³

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Selon l'Institut National de la statistique, la province du Kasai Oriental serait peuplée de 4 677 789 personnes avec 44% dans la tranche d'âge entre 15 et 49 ans. La culture locale privilégiant souvent en zone rurale les mariages précoces, la polygamie et les relations extraconjugales, expliquerait ce pourcentage de population assez jeune.

Si l'on constate un exode d'une frange de la population significative depuis 2009 par manque d'opportunités d'emplois dû à la détérioration du tissu socioéconomique, nous nous apercevons qu'en 2017 ce phénomène est en perpétuelle croissance.

Des signes observables au quotidien nous alertent sur la détérioration de ce tissu par une paupérisation de plus en plus extrême.

Les conséquences de ce climat morose favorisent l'augmentation de délits liés à la petite délinquance, la présence d'enfants des rues en augmentation, la recrudescence de la mendicité, etc.

L'activité socio-économique semble être au ralenti au niveau de la production des entreprises présentes (Minière de Bakwanga (MIBA), Brasserie Simba (BRASIMBA), Société Nationale d'Electricité(SNEL), Régie des eaux,... et la disponibilité de certains produits/services sur le marché commence à se faire ressentir ainsi que la consommation de biens et de services est en diminution, ce qui entrevoit un climat peu propice à une relance économique significative.

Le conflit armé lié à « KAMUINA NSAPU » au niveau du Kasai durant cette année n'a fait qu'accentuer la fragilité dans la zone, créant un climat peu propice au développement et à la croissance.

Dans le domaine de l'éducation, la rentrée scolaire 2017 était échelonnée et en règle générale le nombre d'inscription d'élèves a diminué. Celle-ci est essentiellement due à la forte diminution du pouvoir d'achat des ménages provoqué par une constante flambée des prix au niveau des denrées alimentaires de base (maïs, riz,...) et le manque d'emplois.

Les services de base (accès à l'eau, l'électricité, les réseaux routiers et la santé) au bénéfice de la population sont en constante détérioration et la maintenance de ceux-ci, de la part des autorités, n'arrive pas à se concrétiser au rythme des besoins.

³ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.2 Contexte institutionnel

La situation du découpage territorial effectué en 2015 a gardé notre intervention dans une conditionnalité de mise en œuvre sur les deux provinces : **Kasaï Oriental** et **Lomami (territoire de Ngandajika)**.

Les institutions provinciales du domaine politique ont connu une certaine stabilité avec l'avènement du gouvernement provincial qui n'a pas été remanié depuis son investiture ; gardant ainsi le gouverneur et les ministres provinciaux chacun dans ses attributions au niveau du KOR.

Toutefois au niveau national certains changements dans les ministères ont été constatés avec de l'incidence sur certains aspects de collaboration du programme avec les institutions politiques.

Le ministère devant régir le domaine de l'enseignement technique et professionnel a connu plusieurs reconfigurations qui n'ont pas donné une stabilité favorable aux contacts avec le programme.

Seule l'inspection n'a pas connu de manière perceptible cette situation et son fonctionnement a demeuré favorable à la mise en œuvre du programme dans les synergies mises en place avec le pool des inspecteurs retenus comme formateurs et personnes ressources dans les activités du programme.

Cette réorganisation ministérielle interne nous a demandé une certaine prudence dans nos relations directes au niveau opérationnel afin de ne pas froisser les sensibilités.

Nous avons dû privilégier durant cette année nos contacts via le Ministre provincial qui assure la tutelle active de la mise en place de ces deux services.

Cependant lors de la SMCL de novembre 2017 il a été recommandé afin de ne pas surcharger le Ministre provincial en charge de l'éducation, qu'EDUKOR établisse ce contact continu avec le PROVED de L'EPSP qui lui rendra compte à son supérieur hiérarchique.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le programme est financé par le Royaume de la Belgique à hauteur de 10 millions d'euros à travers le PIC 2010-2013 sous la modalité d'exécution de régie. Ce mode de gestion reste adapté au regard des capacités des institutions partenaires, pour une transparence et pour une efficacité des interventions.

Outre la SMCL, le programme était accompagné à titre consultatif par le Comité de concertation (CdC) et le Comité de suivi (CdS) qui regroupent les acteurs de l'ETFP (Ministères, secteur privé et société civile). Depuis cette année les deux comités (CdC et CdS) ne sont plus opérationnels, mais cela n'influe pas dans la mise en œuvre de la stratégie en vue d'atteindre les résultats.

La Coordination du Programme se compose d'une équipe technique et administrative.

L'Assistant Technique International (ATI) Responsable du Programme est chargé de la gestion technique du Programme et est appuyé au niveau technique par un assistant de programme, un Assistant Technique National (ATN) architecte, un Expert en Construction(ATN), un Assistant Technique National ATN en suivi/évaluation et de 4 agents mis à disposition de la fonction publique experts en Gestion Scolaire, Insertion Professionnelle, Pédagogie et Genre, ainsi que de 5 autres agents mis à disposition qui sont affecté au programme pour travailler dans les 5 CDA et sont experts en menuiserie, Agriculture générale et Vétérinaire, Agriculture et Transformation alimentaire, Mécanique générale et Mécanique moto. L'équipe administrative partagée avec les autres programmes est sous la responsabilité d'un ATI chargé de l'Administration et des Finances. Elle est composée de : Responsable Administratif et Financier, comptable, caissière, Logisticien, Gestionnaire des Marchés Publics, Chauffeurs,

En fin d'année s'est également incorporé au niveau des programmes KOR un ATI/Renforcement des capacités qui appuiera EDUKOR dans ce cadre.

2.1.4 Contexte HARMO

Il existe une relation de partenariat entre le volet EDUKOR et les instances nationales et provinciales qui sont en charge de l'ETFP.

Une harmonisation intersectorielle s'est établie entre les différents volets d'ENABEL dans la Province du Kasai-Oriental et de la Lomami entre PRODEKOR, PRODAKOR, EDUKOR et PRECOB visant une rationalisation de l'utilisation des ressources et une synergie basée sur la capitalisation des expériences.

C'est ainsi que les 4 volets partagent les mêmes infrastructures à Mbuji-Mayi et que dans le cas d'EDUKOR une partie de nos interventions s'appuient sur l'antenne de Ngandajika.

D'un point de vue intra sectorielle, la CTB met en œuvre simultanément plusieurs Programmes d'éducation dans le cadre de l'ETFP (**EDUKAT, EDU-MUSO, EDUT et EDUKOR**) dans les Provinces de l'Equateur, La Tshopo, Le Katanga et Le Kasai Oriental/La Lomami).

EDUKOR a reçu durant l'année 2017 une équipe du programme EDUT dans le cadre de l'échange d'expériences en matière d'insertion professionnelle (AGR, Auto Emploi et Entrepreneurat féminin) afin de partager l'expérience mise en place au niveau d'EDUKOR, échanger, partager nos expériences et tirer des leçons en vue d'améliorer nos stratégies.

Durant cette année 2 réunions sectorielle/éducation se sont tenues à Kinshasa entre les programmes d'éducation (**EDUKAT, EDU-MUSO, EDUT et EDUKOR**) afin d'aborder, échanger les expériences au niveau de certains thèmes, tels que : **MP, Stratégies des programmes, la formation en alternance, la digitalisation, les Chantiers Formation, L'Entrepreneurat, L'Auto Emploi.**

EDUKOR a également participé cette année aux journées sectorielles internationales en éducation dans le cadre de l'ETFP qui se sont tenues en Ouganda.

Concernant l'**alignement**, la stratégie mise en place par le volet EDUKOR s'intègre à fortiori, au niveau sectoriel sur les grands axes de la stratégie du Gouvernement de la RDC dans le cadre de l'ETFP, à savoir : la volonté de prioriser « **Le Formation en Alternance en partenariat avec le secteur privé en vue d'augmenter la pratique du métier et la qualité de l'apprentissage et ainsi d'atteindre une adéquation formation-emploi plus optimale qui favorisera l'insertion professionnelle** ».

Les actions mises en œuvre par le programme s'intègrent parfaitement aux politiques nationales et provinciales en matière de désenclavement. Les preuves en sont : des missions conjointes, des formations qui se font avec les agents des services concernés (PROVED, SECOPE, Inspection,...), la mise à disposition de 9 agents de ces institutions qui renforcent notre équipe et la synergie avec les RH des 5 CDA garantissant ainsi une pérennité des acquis.

De nombreux ateliers de concertations se sont tenus à Mbuji-Mayi et sur le territoire de Ngandajika. Ces rencontres sous l'égide du Ministre provincial de l'éducation, des PROVED et de l'I'PP ont permis d'informer et de sensibiliser les bénéficiaires de l'importance de leur appropriation pour garantir la durabilité des interventions.

Dans le cadre de la **Responsabilité mutuelle**, la SMCL est l'instance de pilotage, de partage, de responsabilité, de recommandations et de prise de décisions pour la Gestion du volet.

Les différents acteurs y prennent part. Le Ministère provincial de l'éducation en assure la présidence, les autorités politiques (Gouvernorat) sont présentes et la CTB est représentée à différents niveaux. La tenue des SMCL s'est réalisée selon le chronogramme établi et les PV de celles-ci indiquent que tous les engagements de deux parties sont discutés et pris en compte dans cet espace.

Cependant l'appropriation et la pérennité de la part du partenaire restent une préoccupation constante.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs⁴

L'OUTCOME : Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (ETP) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Mbuji Mayi et Ngandajika, dont plus d'un quart de filles réussissent une formation technique de qualité, pertinente, incluant des cours pratiques, stages et un accompagnement à l'insertion professionnelle					
Indicateurs	Baseline 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Cible
Nombre des structures de concertation mises en place ou existantes	0	2	2	Le CdC et le CdS ne sont plus opérationnels depuis cette année.	N/D
Nombre des élèves/apprenants inscrits dans les filières appuyées des 5 CDA	769	769	715	710	1 126
Taux de participation des filles à l'ETP (5 CDA/filières appuyées)	22% (141 filles)	22% (141 filles)	23% (132 filles)	22 % (130 filles)	30%
Le taux de réussite des élèves/apprenants dans les filières et écoles appuyées (5 CDA)	89%	89%	78%	N/D	90%
Degré de satisfaction des entreprises par rapport aux compétences des sortants en formation en alternance (PPFEA)	Pas de "PPFEA" existant au KOR.	Le "PPFEA" n'est pas encore mis en œuvre	Le "PPFEA" n'est pas encore mis en œuvre	Le "PPFEA" sera mis en place à partir de janvier 2018	75 %
% d'apprenants/élèves des 5 CDA	L'accompagnement à l'ISP n'a pas encore	L'accompagnement à l'ISP n'a pas encore	Projet "Auto Emploi" : 13 sortants	46 % d'apprenants accompagnés	100 %

accompagnés à l'ISP qui obtiennent un emploi ou l'auto-emploi	commencé.	commencé.		(au regard du fait que sur 33 projets d'auto-emploi soumis, 13 avaient été sélectionnés et 6 sont déjà financés. En plus, 6 sortants exercent un emploi rémunéré)	
% des écoles intégrant correctement les principes de bonne gestion scolaire: planification régulière et appliquée/gestion administrative conforme aux recommandations/gestion financière transparente et gestion pédagogique répondant aux normes de l'inspectorat pour les 5 CDA	1. Plan stratégique disponible, 2. Plan d'action disponible, Gestion Adm 56 %, Gestion Fin 30 %, Gestion Pédagogique 38 % (Résultats mai 2016 Baseline)	1. Plan stratégique disponible, 2. Plan d'action disponible, Gestion Adm 56 %, Gestion Fin 30 %, Gestion Pédagogique 38 % (Résultats mai 2016 Baseline)	*Planification régulière et appliquée : 30,48 % d'écoles, *Gestion administrative conforme aux recommandations : 43,6 % d'écoles, *Gestion financière transparente : 25,92 %, *Gestion pédagogique : 49,99 % (Résultats février 2017 Baseline)	*Planification régulière et appliquée : 50,05 % d'écoles, *Gestion administrative conforme aux recommandations : 48,53 % d'écoles, *Gestion financière transparente : 36,64 %, *Gestion pédagogique : 58,96 % (Résultats février 2017 Baseline)	100%

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Concernant les deux structures de concertation qui avaient été mises en place au démarrage du programme, à savoir le "CdC" et le "CdS", ces deux comités n'ont plus tenu leurs réunions suivant leurs statuts et leurs règlements d'ordre intérieur. Etant donné que la présidence de ceux-ci était assurée par les mêmes membres en charge de la présidence de la SMCL qui est l'organe de pilotage et de rapportage de haut niveau pour le programme, cette dernière sera mise à contribution pour susciter l'appropriation de la stratégie du programme.

En plus, des réflexions sont en cours au niveau du programme pour le développement d'une stratégie de renforcement des capacités, optimisant les RH disponibles auprès de nos partenaires afin d'accroître significativement l'appropriation de la stratégie du

programme également par le niveau politique.

Par ailleurs, contrairement à l'année 2016, au cours de laquelle l'effectif d'inscrits, dans les filières techniques appuyées au sein de 5 CDA, était de 715 élèves, l'année 2017 a connu une légère diminution du nombre d'élèves inscrits (dont le nombre est de 710 élèves). L'effectif total de filles inscrites a connu également la même diminution en 2017(130 filles) par rapport à 2016(132 filles) pour les 5 CDA. Cependant dans le CDA (ITAV NGANDAJIKA) le nombre d'inscription de jeunes filles a **augmenté de 10 %** cette rentrée scolaire (2017/2018).

La qualité du niveau de l'ETFP dans l'apprentissage de la pratique pour les filières appuyées n'a pas encore pu être mesurée car les espaces « AGR » ont démarré en septembre et le "PPFEA" démarrera avec le premier "contingent" d'apprenants sous cette modalité à partir de janvier 2018 au niveau des CDA et les ateliers des 5 CDA seront opérationnel à la rentrée 2018/2019.

Dans le cadre de "**l'insertion professionnelle**", des activités d'appui aux initiatives pour la mise en place de projets "**d'AGR**" créant de l'emploi au sein d'écoles de l'ETFP et un espace pour la pratique des filières appuyées par EDUKOR ont été mis en place.

Dans le même ordre d'idées, les initiatives des sortants de l'année 2016 ont été appuyées dans le cadre des projets "**d'auto emploi**". C'est dans ce cadre que sur "**103**" projets reçus, "**20**" ont été pré sélectionnés dans le cadre des "**AGR**" et "**13**" au niveau de "**l'auto emploi**" afin de renforcer l'entrepreneuriat local. Des projets sélectionnés précités, 4 projets d'AGR sont déjà financés ainsi que 6 projets d'auto-emploi (dont 1 vient d'être converti en AGR d'école suite au décès du sortant qui en était bénéficiaire).

Quant au renforcement des capacités dans le cadre de la "**gestion scolaire**" dont les **345 chefs d'établissements** de l'ETFP ont bénéficié ainsi que **les 50 membres des comités de gestion**, nous avons déjà reçu des "produits livrables" émanant des 4 modules et l'évaluation s'est réalisée durant le premier trimestre de cette année en synergie avec l'inspection afin de disposer des premières données chiffrées et tirer les leçons pertinentes et mesurer le degré d'acquisition de compétences.

Par ailleurs, le renforcement des capacités dans le cadre de la « **gestion scolaire** » au profit de **345 chefs d'établissements** de l'ETFP et **50 membres des comités de gestion**, est en train de porter ses fruits. C'est dans ce cadre que nous constatons une moyenne d'augmentation par rapport à l'année 2016, en ce qui concerne la mise en œuvre de différentes composantes de la gestion scolaire, notamment : **la planification régulière (et son application) + 20%**, **la gestion administrative conforme +5%**, **la gestion financière transparente +10,50%** et **la gestion pédagogique +9%**.

Un "**Plan de Renforcement des capacités**" spécifique en gestion scolaire a également été mis en œuvre au bénéfice des 5 CDA afin de les transformer en centres de référence au profit des écoles qui seront affiliées. Leur évaluation en ce domaine s'effectuera au premier semestre 2018, en collaboration avec l'inspection de l'ETFP, afin de connaître le niveau atteint par les 5 CDA par rapport au rôle que nous attendons d'eux.

2.2.3 Impact potentiel

Bien qu'il y ait encore suffisamment d'activités à exécuter, devant contribuer davantage à l'atteinte de l'impact, nous commençons petit à petit à percevoir un début d'impact du programme EDUKOR, tributaire du progrès vers l'atteinte de l'objectif spécifique.

A ce titre, pendant que l'amélioration du cadre institutionnel et organisationnel d'un CDA était en cours (l'ITAV Ngandanjika), nous avons assisté à une **augmentation de 30 % du nombre d'élèves inscrits (dont les filles)** au sein des filières appuyées au cours de l'année scolaire 2016-2017 par rapport à l'année précédente. Cela démontre qu'à l'issue de l'achèvement, le taux d'augmentation s'accroîtra davantage. Nous espérons que la même amélioration du cadre institutionnel et organisationnel pour tous les CDA produira le même effet. Cela permettra aux jeunes apprenants, et en particulier aux jeunes filles, de réussir une formation technique ou professionnelle pertinente et de qualité supérieure, incluant plus de pratique du métier en vue de réussir leur insertion professionnelle.

L'augmentation d'heures de pratiques/métiers avec la mise en œuvre des AGR au sein des CDA et la redynamisation des ateliers des CDA, en attendant le démarrage du projet de formation en alternance, commence déjà à contribuer à davantage de maîtrise de métier par les apprenants et les approche des réalités entrepreneuriales et technologiques, visant "l'adéquation formation-emploi". Cette maîtrise des métiers s'est développée par l'élaboration des « Guides Métiers » par une équipe technique composée d'enseignants des branches techniques, des inspecteurs dans ces filières et de pédagogue afin de séquencer les compétences à acquérir pour atteindre le profil métier.

L'utilisation de ces outils contribue à augmenter la qualité de l'ETFP et ainsi mieux préparer les jeunes à leur insertion socio professionnelle par le biais de l'emploi en tant que salarié ou de l'auto emploi.

Nous pensons d'ores et déjà qu'avec le démarrage en novembre 2017 des réhabilitations des **4 CDA (ESGTK, MAZARELLO, DON BOSCO et MAKALA)**, l'installation des équipements dans les ateliers et laboratoires qui devraient s'achever pour le second trimestre de 2018, la prochaine rentrée scolaire en septembre 2018 sera plus prometteuse en nombre d'élèves inscrits et en particulier en ce qui concerne les jeunes filles par l'attrait et l'intérêt que les nouveaux CDA suscitent auprès des communautés.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 1: Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.					
Indicateurs	Baseline 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Cible
Evolution (en nbre) des inscriptions dans les établissements ciblés (pour les filières appuyées).	769	769	715	710	1 126
Taux de rétention des jeunes filles (dans les filières appuyées)	83 %	83 %	91 %	Année scolaire en cours	80%
Nombre d'établissements (CDA) réhabilités	0	0	1	1	4
Nombre d'établissements (CDA) équipés par filières appuyées	0	0	0	1	5
Proportion (en %) des établissements ciblés donnant une formation de qualité (sur base des critères formulés par l'équipe du projet et les parties prenantes: curricula, (auto)recyclage, approche pédagogique, ...)	Pas d'établissements ciblés	Pas d'établissements ciblés	En cours de consolidation	En cours de consolidation	5
Nombre d'enseignants (E) formés à l'entrepreneuriat	3	3	10	61	91
Nombre d'élèves/apprenants (E) formés à l'entrepreneuriat	0	0	0	13	100%
Nombre d'apprenants ayant bénéficié de formations de courte durée	0	0	0	0	100%

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.				
Identifier les CDA (5) et prévoir leur développement		B		
Appuyer la direction scolaire (5 membres de dir) et les comités de gestion		B		
Organiser la formation pratique des élèves et apprenants des centres d'application et des établissements affiliés		B		
Organiser la formation technique des formateurs enseignants		B		
Réhabiliter les infrastructures des 5 CDA		B		
Promouvoir l'ETFP	A			

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

a) Identifier les CDA (5) et prévoir leur développement

A ce titre nous avons intensifié l'appropriation de la stratégie des RH des 5 CDA dans le cadre de : **l'approche au travers de la formation en alternance, le ciblage d'entreprises, les modalités de l'alternance, l'analyse des besoins en termes d'équipements/outillages pour les AGR, la mise en œuvre des UFE, la mise en place des "AGR", l'appui aux projets d'auto emploi de leurs finalistes/lauréats, l'entrepreneuriat, l'insertion socio professionnelle et la gestion scolaire.**

b) Renforcement des capacités des 5 CDA

Le renforcement des capacités des RH des 5 CDA s'est poursuivi tout au long de l'année au travers du suivi/accompagnement de nos agents et de l'intégration au sein de chaque CDA d'un agent en permanence spécialisé dans la filière/métier appuyée par EDUKOR afin de coacher au quotidien les activités mises en place dans le plan stratégique de chacun de ces établissements.

Pour mieux répondre aux besoins d'acquisitions des compétences/métiers des apprenants des 5 CDA, les enseignants des cours pratiques ont bénéficié de plusieurs modules ayant pour but de remettre à jours leurs connaissances/compétences techniques afin d'optimiser le transfert de connaissances vers les jeunes.

⁵

A :	Les activités sont en avance
B	Les activités sont dans les délais
C	Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D	Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Sous l'accompagnement d'EDUKOR, une synergie de collaboration entre la société minière « MIBA » et l'inspection provinciale de l'EPSP a permis d'organiser 4 formations de remise à niveau des enseignants des cours pratiques. L'évaluation des compétences à l'issue de ces formations montre que les enseignants maîtrisent mieux les compétences métiers et seront ainsi en mesure d'offrir aux élèves une formation de qualité.



Photo 13 : Renforcement des capacités des enseignants des CDA réalisée à la société minière « MIBA » en synergie avec l'inspection provinciale de l'EPSP



Photo 14 : Renforcement des capacités des enseignants des CDA réalisée à la société minière « MIBA » en synergie avec l'inspection provinciale de l'EPSP



Photo 15 : Renforcement des capacités des enseignants des CDA réalisée à la société minière « MIBA » en synergie avec l'inspection provinciale de l'EPSP

c) Réhabiliter les infrastructures des 5 CDA

Les réhabilitations de l'**ITAV de Ngandajika** se sont achevées en septembre **2017** : ce qui a permis lors de la rentrée scolaire de 2017/18 que les apprenants disposent de **classes de cours aménagées avec le mobilier, d'un laboratoire NTIC avec ces équipements (ordinateurs, imprimantes, projecteur, écran,..) d'un laboratoire vétérinaire, des locaux/espaces porcheries et d'une infrastructure pour l'agriculture générale.**

Suite à la culmination des réhabilitations à l'ITAV NGANDAJIKA qui ont répondu aux attentes de la communauté, nous avons pu constater que le nombre d'inscription d'élèves lors de la rentrée scolaire 2017/18 a **augmentée de 30%**.

En novembre de cette même année les réhabilitations des **4 CDA dans le bassin d'emploi de Mbuji Mayi (IT PRO MAZARELLO, IT PRO MAKALA, ESGTK et DON BOSCO)** ont débutées et devraient s'achever en avril 2018.

La culmination des travaux des infrastructures des 5 CDA en 2018 va accroître l'intérêt pour les métiers de l'ETFP de la part des familles et des jeunes et nous laisse croire à une augmentation du nombre d'inscriptions lors de la rentrée scolaire 2018/19.

c) Promouvoir l'ETFP

En prévision de la rentrée scolaire 2017/18 une campagne médiatique d'une durée de 6 mois précédant l'inscription s'est mise en place au travers de l'association des radios locales diffusant des spots, sketches, débats afin de promouvoir les filières de l'ETFP et l'accès des jeunes filles à celle-ci dans le KOR.

Des synergies se sont également mises en place avec les sous PROVED qui ont menés avec notre appui des campagnes de sensibilisations dans les communautés.

A ce jour on constate les résultats suivant :

- Augmentation de **10% d'inscriptions** sur l'ensemble des établissements de l'ETFP pour le KOR et La Lomami
- Intérêt des communautés pour l'ETFP en général et grandes attentes dans le cadre des 5 CDA appuyés par EDUKOR

NOTE : A la fin de l'année scolaire (Juin 2018) nous réaliserons une enquête afin de déterminer les taux exact d'inscriptions, retentions et finalisations (par genre) en portant un regard plus particulier sur les 5 CDA appuyés par EDUKOR.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 2: Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP					
Indicateurs	Baseline 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Cible
Nombre d'écoles de l'ETFP : CDA et affiliés qui disposent d'une UFE opérationnelle	0	Note : pas encore d'écoles affiliées	5 CDA Note : pas encore d'écoles affiliées	5 CDA ont été accompagné dans la mise en place leurs UFE ainsi que 6 écoles attendant l'affiliation.	25
Nbre de visites guidées effectuées par les élèves/apprenants dans les entreprises pour les 5 CDA s	N/D	collecte des données en cours	12	13	25
Nombre de formations dans les filières appuyées tenues par les experts du secteur privé / ONG	0	0	0	6	10
Le projet pilote de formation en alternance est validé par : CdC, CdS, COMPAR et SMCL	0	0	Validé	Validé	1
Document de stratégie provinciale et plan d'action de l'ETP validé, y compris un choix des filières appuyées, par le comité de concertation.	0	0	Document de stratégie élaborée avec plan d'action.	CdC et CdS non opérationnels	1
Degré de mise en œuvre de la stratégie provinciale de l'ETP	N/D	N/D	Pas de mise en œuvre faute de plaidoyer pour la mobilisation des fonds.	Pas de mise en œuvre faute de plaidoyer pour la mobilisation des fonds.	
Degré de fonctionnalité du CdC et du CdS		Moyen	Moyen	Aucun	
% d'enseignants avec des qualifications requises dans les filières appuyées des établissements ciblés	23	23	27 (soit 100%)	28 (soit 100%)	70
Enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs dans les filières appuyées	21 (soit 91%)	21 (soit 91%)	26 (soit 96%)	24 (soit 86%)	70

Nombre moyen de visites organisées par les inspecteurs et par établissement dans les 5 CDAs	144	144	144	Année scolaire non terminée	144
Niveau d'exécution des recommandations des inspecteurs	non disponible	non disponible	non disponible	41%	70%

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 2. Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP				
Appuyer la coordination et concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial	A			
Appuyer la gestion responsable et transparente des ressources au niveau des établissements ETFP affiliés	A			
Appuyer les inspecteurs provinciaux dans leur fonction	A			
Appuyer la collaboration systématique avec les organisations du secteur privé	A			
Appuyer la mise en place d'un programme de renforcement des capacités des acteurs impliqués au niveau provincial et local	A			
Réhabiliter les infrastructures de la division provinciale de l'EPSP		B		
Renfort au système de suivi et évaluation au niveau provincial	A			

⁶

- A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Si en 2016 les réunions du "CdC" et du "CdS" se sont déroulées avec moins de fréquence, en 2017 celles-ci ont été inexistantes. Les présidents de ces deux comités n'ont plus convoqués de réunions.

Au niveau de la gestion responsable et transparente des ressources des 345 établissements de l'ETFP dans le KOR et le territoire de Ngandajika, le cycle de renforcement des capacités s'étant achevé dans le courant de cette année, nous avons initié la phase d'évaluation avec le pool de l'inspectorat, ce qui nous a permis de déterminer le niveau d'acquisition de compétences et renforcer certains aspects, si nécessaire, dans le but d'améliorer l'intervention des RH dans les écoles au niveau opérationnel et ainsi progresser vers les résultats attendus.

Dans ce cadre, conscient que l'appui d'EDUKOR doit se concentrer sur les 5 CDA et les futures écoles affiliées, nous avons concentré notre suivi/appui en vue de renforcer une gestion responsable et transparente des ressources dans ces établissements.

Le pool de l'inspectorat est toujours impliqué dans les différentes activités d'EDUKOR et à ce titre a continué à bénéficier de l'appui du programme, aussi bien au niveau du renforcement des capacités ainsi que dans le cadre de la logistique (carburant, entretien moto, défraiement,...) afin de garantir la réussite des interventions.

Dans ce cadre, l'appui sera dégressif dans le temps afin que les autorités de tutelle assument dans le futur leur responsabilité financière pour poursuivre ces activités d'encadrement scolaire par le pool technique des inspecteurs.

L'appui pour la mise en place du plan de renforcement des capacités des acteurs impliqués au niveau provincial et local en synergie avec le PRECOB a démarré en 2017 avec le premier module d'une série de 6, pour s'achever en 2018.

Les réhabilitations des infrastructures de la division provinciale de l'EPSP se sont poursuivies en 2017 mais ont dû être interrompu en octobre suite à la mise en demeure et rupture du contrat occasionnés par les multiples retards accumulés dans l'exécution du chronogramme d'activités.

En concertation avec USAID les procédures ont été relancés en novembre 2017 dans le cadre des nouveaux marchés qui permettront de reprendre les travaux en 2018.



Photo 16 : Avancement des travaux de construction des infrastructures éducationnelles (EPSP) à Mbuji Mayi avant l'arrêt des travaux pour mise en demeure.



Photo 17 : Avancement des travaux de construction des infrastructures éducationnelles (EPSP) à Mbuji Mayi avant l'arrêt des travaux pour mise en demeure.

Durant l'année 2017 il y a eu un changement au niveau des RH pour le poste d'ATN/ Suivi-Evaluation. Cela a permis après une phase de révision et de réflexion de revoir certains de nos indicateurs et de les ajuster/orienter vers des résultats liés à l'impact de notre intervention.

Une synergie s'est mise en place avec le partenaire éducationnel afin que ses services (PROVED, SECOPE et Inspection) bénéficie d'un appui en matière de « suivi-évaluation ». A ce titre un renforcement des capacités s'est réalisé afin de disposer d'outils communs.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs options d'emploi/auto-emploi par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.					
Indicateurs	Baseline 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Cible
Nbre des AGR appuyées	0	0	24 projets accompagnés dans la 1ère phase	5 AGR financés et appuyées	25
Pourcentage d'unités pédagogiques fonctionnant dans des établissements ciblés et se réunissant selon les fréquences recommandées.	100%	0	100%	100%	100%
Proportion (%) élèves/des apprenants participant aux travaux pratiques prévus dans le programme	100%	100%	100%	100%	100%
% de membres des comités de gestion formés à la gestion scolaire (Adm, fin, planification axée sur les résultats, Peda)	Non disponible	Non disponible	22 % pour les 5 CDA (4 modules)	100 % pour les 5 CDA (4 modules)	100%
Proportion (en %) des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente	Pas ciblés	Pas ciblés	N/D	50%	80 %
Nombre d'élèves/apprenants et sortants porteurs de projet accompagnés par l'UFE	0	0	13 projets accompagnés dans la 1ère phase	6 projets de sortants financés suite au plafonnement budgétaire	80
Nbre d'entreprises qui décident d'engager les sortants après la formation dans le cadre de la formation en alternance	L'alternance n'existe pas encore	L'alternance n'existe pas encore	L'alternance n'existe pas encore	L'alternance commence au mois de janvier 2018.	N/D
Nbre d'auto-emploi créés par les sortants	Non disponible	Non disponible	13 projets accompagnés	13 projets (parmi	100%

			és dans la 1ère phase	lesquels 6 sont déjà financés)	
Lauréats appuyés dans le cadre l'insertion professionnel (secteur privé/association/ONG/Auto emploi)	Non disponible	Non disponible	13(en cours)	13 sélectionnés dont 6 sont déjà financés	80

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 3: Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs options d'emploi/auto-emploi par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.				
Accompagner les établissements affiliés pour assurer une meilleure adéquation des écoles et centres au marché de l'emploi ⁸		B		
Accompagner les sortants à la recherche d'emploi ⁹		B		
Organiser des formations pointues de courte durée pour les sortants et les travailleurs des entreprises du secteur formel ou informel ¹⁰		B		
Développer un programme d'encadrement des initiatives d'entreprenariat féminin au niveau	A			

⁷

- A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Dans la mise en place du « PPFEA » de grandes avancées ont été réalisées en 2017 afin de mettre en œuvre cette approche au sein des entreprises en Q1/2018.

Celle-ci s'est construite tout au long de l'année avec :

- Les séances de sensibilisation pour les RH, parents et élèves des 5 CDA à cette nouvelle approche de la formation en alternance
- Le ciblage et visites des entreprises qui pourraient être conventionnées dans le cadre du PPFEA
- La rédaction avec les RH des 5 CDA, l'inspection, la PROVED et des experts en pédagogie des « **Guides Métiers/Grilles Horaires** » et **documents de suivi/évaluation** » dans le cadre du PPFEA
- Les signatures des conventions avec les entreprises qui accueilleront en apprentissage des élèves des CDA

Dans le cadre de l'accompagnement des sortants à la création d'emploi nous avons mis en œuvre en **octobre 2016** un "**concours de projets à l'auto emploi**" afin que les sortants de **l'ETFP de l'année scolaire 2015/2016** étant intéressés pour créer leur propre micro entreprise puisse bénéficier de l'appui **d'EDUKOR** dans la mise en place de celle-ci.

Début 2017 après que les 13 jeunes présélectionnés ont bénéficiés d'un renforcement de capacités en « **entrepreneuriat** » au travers d'un module facilité en synergie avec la **FEC et le Centre de Formation Don Bosco**, **6 projets** ont été retenus pour recevoir un financement, l'appui à l'installation du projet, le suivi et le coaching de nos agents durant cette année. **Le plafonnement budgétaire ne nous a pas permis de mettre en place les autres 7 projets présélectionnés.**



Photo 18 : Projet d'appui aux « AGR » dans les filières métiers appuyés par EDUKOR dans les CDA



Photo 19 : Produits finis pour la commercialisation de l'AGR en menuiserie au CDA – IT PRO MAKALA à Mbuji Mayi au Kasai Oriental



Photo 20 : Les élèves de l'AGR du CDA / IT PRO MAKALA de la filière Menuiserie en pleine production de biens.



Photo 21 : L'AGR du CDA / ITAV NGANDAJIKA en élevage de poussins/poulets pour la consommation sur le territoire de Ngandajika (province de La Lomami)



Photo 22 : L'AGR du CDA / IT PRO MAZARELLO en transformation alimentaire (biscuits, galettes, muffins,...) à Mbuji Mayi au Kasai Oriental.



Photo 23 : L'AGR du CDA / ESGTK en mécanique générale à Mbuji Mayi au Kasai Oriental



Photo 24 : Production de biens pour la commercialisation de l'AGR du CDA / ESGTK en mécanique générale à Mbuji Mayi au Kasai Oriental (lave mains, braseros, outillage agricole,...)



Photo 25 : Appui aux projets d'auto emploi pour les sortants des CDA



Photo 26 : Projet de culture maraichère à Katanda au Kasai Oriental



Photo 27 : Projet en menuiserie à Mbuji Mayi

Dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin nous avons réorienté notre stratégie au bénéfice des **"mamans" des jeunes filles de l'ITAV de Ngandajika** afin de créer une synergie entre : **l'école, jeunes filles (élèves), les mamans et la communauté au travers des projets de création d'emplois pour celles-ci.**

A ce titre nous avons initié le travail avec un groupe de mamans de Ngandajika en **novembre 2016** afin de les accompagner dans la mise en place d'activités **productives/génératrices de revenus** dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin.

Suite à ce travail de réflexion avec elles est né le projet de créer **3 entreprises** productives de savon artisanal, huile de palme (consommable) et huile de palme (pour usage industriel).

Ces mamans ont donc bénéficié d'un renforcement de capacités en **« entrepreneuriat féminin »** au travers d'un module facilité en synergie avec la **FEC** ainsi qu'un module complémentaire en gestion administrative, financière et comptable et d'une formation technique en fabrication de savon, production d'huile et utilisation des équipements (concasseur, malaxeur).

Après cette phase de renforcement des capacités, la construction des installations qui abritent leurs activités, la réception et installation des équipements et consommables la production a démarrée en septembre de cette année.

L'agent mis à disposition en Genre au sein d'EDUKOR assume l'accompagnement, le suivi et le coaching de ces femmes dans cette première phase de démarrage et reçoit également l'appui technique de nos autres agents spécialisés en maintenance, mécanique et suivi-évaluation.

Aujourd'hui les **67 mamans mères des filles élèves de l'ITAV DE NGANDAJIKA** bénéficient d'un salaire de base, améliorant ainsi l'économie familiale, leur permettant de garantir les frais scolaire de leurs filles et en outre mesure favorisant l'accès et la rétention des jeunes filles dans les filières techniques à l'ITAV.

D'autres parts ce projet pour les femmes permet également de valoriser la place des mamans dans le développement socioéconomique des communautés influant ainsi sur les changements au niveau du genre.



Photo 28 : Projet d'entrepreneuriat féminin des mamans des filles élèves de l'ITAV de Ngandajika dans la province de La Lomami en production de savon artisanal, d'huile de palme et palmiste.



Photo 29 : Projet d'entrepreneuriat féminin des mamans des filles élèves de l'ITAV de Ngandajika dans la province de La Lomami en production de savon artisanal, d'huile de palme et palmiste.

Dans le cadre des projets d'insertion professionnelle au travers des projets « **AGR** », « **Auto Emploi** » et « **Entrepreneuriat Féminin** » une évaluation après six mois de fonctionnement sera réalisée lors du 1^{er} trimestre de 2018.

Celle-ci nous permettra d'analyser l'état d'avancement dans le cadre de cette nouvelle approche afin de faire face aux obstacles, difficultés, faiblesses et points forts ayant pour objectifs d'ajuster notre encadrement au niveau de l'accompagnement/suivi et coaching par nos agents et ainsi de renforcer ces structures et atteindre l'impact souhaité.

2.6 Thèmes transversaux

2.6.1 Genre

En 2017, **EDUKOR** a poursuivi des activités de sensibilisation dans le cadre du genre.

Une brochure a été élaborée en collaboration avec le **volet PRODAKOR** afin de présenter nos actions et implication dans le domaine du genre.

La synergie mise en place avec **PRODAKOR** s'est poursuivie en 2017 afin de mettre en œuvre des activités communes au niveau de nos **"Plans Stratégiques Genre"** au bénéfice des **jeunes filles de l'ETFP et des femmes des communautés urbaines et rurales**.

Notre collaboration sur le terrain avec la **Ministre Provinciale du Genre, de la famille et de la petite enfance** et son équipe technique a mis en œuvre différentes activités découlant du **"Plan stratégique genre"**.

A ce titre des ateliers de travail ont été menés impliquant les différents ministères en place au KOR et la Lomami ainsi qu'avec les représentants du monde du travail afin de mettre en œuvre un plaidoyer qui a pour objectif de faciliter l'accès des jeunes filles/femmes dans les institutions et entreprises afin qu'elles aient leur place au même titre que les hommes (égalité des chances) dans les procédures de recrutement.

EDUKOR a également élaboré plusieurs supports de sensibilisation en réalisant **3 nouveaux films** qui décrivent les problématiques des jeunes filles dans le **KOR et le territoire de Ngandajika**. L'essence du premier film est la suite d'une série d'épisodes qui retraceront les conditions de vies de 3 jeunes filles, élèves de l'ITAV de Ngandajika. Elles seront suivies tout au long de leur cursus scolaire et dans leurs vies au sein de leur communauté en tant que filles et futures femmes dans une culture peu propice à l'autonomie de celles-ci en décrivant sous forme de récit leur évolution dans les prochaines années.

Deux autres films : un sur les « AGR » et l'autre sur « l'entrepreneuriat féminin » mettent également l'accent sur les thèmes du genre dans le cadre de l'insertion professionnelle.

Dans le cadre du « Plan stratégique Genre d'EDUKOR » s'est mis en place un comité de pilotage composé d'enseignantes point focal genre dans les 5 CDA, une jeune fille représentante du comité des élèves de chaque CDA et des mamans des comités des parents afin d'aborder les thèmes liés au genre et présentant des problématiques au quotidien.

L'objectif au travers de ces activités est d'essayer de changer les comportements dans une société culturellement stigmatisée où la place de la femme est relayée au second plan et doit se construire et se renforcer au sein des communautés.

Ce comité de pilotage se réunit chaque mois et est animé par notre agent en genre et d'autres intervenants qui viennent en appui en fonction des thèmes abordés.

Au travers de la campagne de sensibilisation afin de promouvoir l'ETFP qui a duré 6 mois nous avons profité pour mettre un point d'attention dans les messages diffusés quant à la place que les jeunes filles peuvent avoir dans les filières techniques et professionnelles

en tant qu'option leur ouvrant de nouvelles portes vers l'insertion professionnelle au sein des communautés.

Par la mise en œuvre du projet d'entrepreneuriat féminin destinée aux mamans des jeunes filles élèves de l'ITAV NGANDAJIKA nous avons revalorisé la place de la femme au sein des cellules familiales aux yeux de leurs époux, enfants et de leurs communautés.

Nous avons constaté que grâce aux différents outils utilisés tout au long de l'année 2017, certains résultats se font déjà sentir.

- Le nombre d'inscription de jeunes filles au CDA de l'ITAV NGANDAJIKA a augmenté de 20%
- Le nombre d'inscription de jeunes filles dans l'ensemble des écoles de l'ETFP au KOR et La Lomami a augmenté selon l'affirmation tenue lors de la SMCL de novembre 2017 par les Ministres Provinciaux en charge de l'éducation.
- Les jeunes filles obtiennent de meilleures notes à l'examen d'état
- La rétention des jeunes filles dans les écoles de l'ETFP est en croissance
- Des jeunes filles issues de l'ETFP présente des projets « d'auto emploi »
- Des emplois se créent au bénéfice des jeunes filles dans le cadre des projets d'auto emploi (20%) et des femmes des communautés dans nos zones d'interventions



Photo 30 : Intervention d'une élève lors d'un atelier de sensibilisation dans le cadre du genre dans un CDA (ITAV Ngandajika)

2.6.2 Environnement

Durant cette année s'est poursuivie la synergie mise en place avec **PRODEKOR** dans le cadre de **l'environnement (protection de la nature)** au travers des campagnes de sensibilisation dans les écoles **de l'ETFP du KOR et du territoire de Ngandajika** en réalisant diverses activités dans les 5 CDA et autres écoles sur les axes des routes construites par le PRODEKOR en utilisant des outils pédagogiques accessibles aux jeunes et aux populations des communautés, tels que : **le théâtre, des échanges/débats, des animations musicales,.....** afin de traiter ce thème de façon didactique, ludique et constructive.

Au niveau des réhabilitations de l'ITAV DE NGANDAJIKA les élèves ont participé à l'entretien et embellissement des espaces verts de l'institut. Un plan de maintenance se poursuit tout au long de l'année afin de conscientiser les élèves et la communauté quant à la protection de l'environnement.

EDUKOR veille également à sensibiliser et à accompagner les projets « AGR », « auto emploi » et « entrepreneuriat » afin qu'ils s'approprient de gestes simples en matière de protection de l'environnement (recyclage des résidus et des eaux, stockages des produits, entretiens des espaces verts, gestion des sanitaires,...).

Afin de préserver l'environnement et utiliser les énergies nouvelles les CDA bénéficieront d'une installation en énergie solaire.

2.6.3 ECONOMIE SOLIDAIRE

Une solidarité s'est mise en place dans le cadre des projets « **AGR** », « **auto emploi** » et « **entrepreneuriat féminin** » afin de se soutenir, s'appuyer et collaborer entre projets afin de répondre à certains besoins.

C'est ainsi à titre d'exemple que « L'AGR » du CDA de L'ESGTK fabrique des équipements et de l'outillage pour les autres AGR à prix réduit et que leurs techniciens interviennent dans la maintenance/réparation des équipements du projet d'entrepreneuriat féminin à l'ITAV Ngandajika, etc.....



Photo 31 : Cette table de découpe de savon pour le projet d'entrepreneuriat féminin à Ngandajika a été fabriquée par les élèves du CDA / ESGTK de Mbuji Mayi.

Dans ce même esprit les « AGR » et les projets « d'auto emploi » privilégient des emplois au niveau local et essaye de produire des produits accessibles aux communautés faisant face à une croissance continue des prix sur les marchés des produits de base..

2.6.4 VIH/SIDA

La problématique du VIH/SIDA est constamment présente dans toutes les activités mises en œuvre dans le cadre du genre.

2.6.5. Droits de l'enfance

Tout au long de cette année ce thème a été fort présent dans le cadre du démarrage des projets « AGR » et « auto emploi » afin que les droits de l'enfance soient respectés également dans ces espaces productifs en sensibilisant les RH des CDA, les élèves et les parents des communautés.

Au niveau des entreprises qui vont prendre part dans le cadre du « PPFEA » cet aspect est un point d'attention particulier car les élèves vont se retrouver en entreprises côte à côte au quotidien avec des adultes.

A ce titre nous avons sensibilisé les chefs d'entreprises et le personnel qui encadreront les jeunes durant ces périodes d'apprentissage.

Les synergies avec les autres bailleurs présents au KOR (Unicef, Save The Children, Accelere , ...) se sont poursuivies au travers d'ateliers de travail ayant pour but de garantir ces droits dans les différents espaces où évoluent les enfants (écoles, entreprises, familles, communautés,...).



Photo 32 : Intervention d'une maman lors d'un atelier de sensibilisation avec les parents d'élèves dans un CDA afin de le sensibiliser aux droits de l'enfance

2.7 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)
Diminution de la croissance	2012 – 2016 formulations	DEV	Medium	High	MEDIUM RISK	<p>Suivi à travers les études socio-économiques</p> <p>Echanges réguliers d'informations au niveau des CdS et CdC</p> <p>Appuyer la Province à l'élaboration de "l'analyse du marché de l'emploi" de la province du KOR et du territoire de Ngandajika.</p> <p>Plaidoyer auprès de la province pour la mise en œuvre du plan provincial d'insertion professionnelle.</p> <p>Intensifier l'accompagnement en vue de soutenir les initiatives d'auto emploi malgré la crise au travers des projets "AGR"</p>

Faible collaboration de la part du secteur privé	2012-formulation	DEV	medium	Medium	Medium RISK	<p>Instauration d'un travail proactif des Comités de Suivi et de concertation</p> <p>Envisager des compensations financières au cas où les entreprises font des dépenses additionnelles dans le cadre de la formation en alternance</p> <p>Bien clarifier la vision de la formation en alternance et le caractère bénévole du service demandé à l'entreprise qui profite elle-même de la productivité des apprenants</p> <p>Plaidoyer pour que les entreprises qui collaborent dans la formation en alternance bénéficient de certains avantages de la part de l'ETAT</p> <p>Solliciter l'intervention des autorités en cas de non-respect de conventions sur l'alternance</p>
La durée du programme EDUKOR insuffisant pour l'appropriation de l'approche de formation en alternance par les partenaires ETFP	2012 - formulation	OPS	Medium	High	MEDIUM RISK	<p>Conscientiser ENABEL envers l'exécution complet du volet de formation en alternance qui devra bénéficier d'une attention particulière en phase d'évaluation</p> <p>Plaidoyer pour la phase de démarrage de la formation en alternance le plus tôt possible</p>

						Sensibilisation de communautés sur l'entretien des routes réhabilitées Collaboration avec PRODEKOR et le ministère provincial du développement rural
Résistance culturelle des parents à envoyer les filles vers les filières traditionnellement réservées aux hommes et à la formation en alternance	2012-formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Initier des programmes de sensibilisation auprès des parents et au niveau communautaire. Réalisation d'un Programme de sensibilisation en faveur de l'inclusion de la fille/femme dans les établissements scolaires techniques et dans le monde du travail ainsi qu'auprès des communautés Collaboration avec les associations féminines et promotion des femmes du milieu qui ont réussi leur carrière professionnelle comme employée ou en auto-emploi, localement, comme « <i>modèles</i> » pour les jeunes filles, les parents et les communautés locales.
Non appropriation de l'approche de la formation en alternance par les partenaires institutionnels du projet (MIN EPSP et	2012-formulation	DEV	Medium	High	MEDIUM RISK	

management CTB)						<p>Faire adopter officiellement le projet pilote par le Min ETP – EPS-INC</p> <p>Mettre en place une stratégie de conscientisation systématique des autorités qui visitent le projet sur la formation en alternance</p> <p>Intégrer les rôles des deux comités dans la mise en œuvre de la phase pilote et dans une deuxième phase de l'implémentation de la formation par alternance au niveau provincial</p>
Détournement des frais du fonctionnement des CDA par les partenaires institutionnels ou par l'institution hôte						<p>Plaidoyer entraînant un changement institutionnel sur les flux d'argent provenant des écoles - en harmonie avec la nouvelle stratégie de l'EPSP</p>
	2012 - formulation et EDUKOR dès 2015	OPS	Medium	High	MEDIUM Risk	<p>Intégration de la gestion scolaire (gestion financière, administrative, planification, pédagogique et entrepreneuriale)</p> <p>Établir un cadre légal définissant la gestion des propriétés, moyens et équipements propre au CFE à court, moyen et long terme</p>

Faible qualification du personnel des établissements scolaires et des entreprises dans le cadre de la formation en alternance	2012 - formulation	DEV	Medium	High	MEDIUM Risk	Evaluation des maitres d'apprentissage, ciblage et choix approprié des entreprises le plus performantes
						Formation des formateurs dans les entreprises à travers les modules de spécialisations
						Plaidoyer pour la mise en retraite des fonctionnaires âgés et le rajeunissement du corps enseignant.
						Redynamiser les cellules de base et les réseaux de proximité.
Risque de mauvaise utilisation et maintenance des équipements	2016	DEV	Medium	High	low Risk	Insérer les clauses d'entretien pendant un certain temps dans les conditions des marchés publics de fourniture des équipements techniques des CDA. Ces entretiens réalisés par les fournisseurs seront aussi des moments d'apprentissage pour les maîtres formateurs.
						Renforcer les formations sur la maintenance et la mise en pratique du plan maintenance
Risque d'absence d'électricité	2016	DEV - l'absence de courant électrique limite l'utilisation de	High	High	medium Risk	Encourager les établissements à acquérir des sources d'énergie (groupe électrogène/panneaux solaire selon les cas)

		certains équipements et risque de mettre en danger la régularité des cours				Plaidoyer en faveur de la restructuration de la centrale électrique de Tshala et de la diffusion du courant aux écoles techniques affiliées (voir avantages de l'ETAT pour les écoles dispensant la formation par alternance).
Insuffisance de budget pour la mise en œuvre du plan provincial	2016	FIN	Medium	High	MEDIUM RISK	Plaidoyer pour une répartition harmonieuse des coûts liés à la formation technique et professionnelle
Les UFE ne sont pas opérationnelles dans les écoles techniques de la Province	2012-formulation + EDUKOR 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	plan d'accompagnement individuel dans le cadre des UFE
Manque d'appropriation de la vision par les partenaires du CdC et CdS	2016	DEV	Medium	High	Medium Risk	Transparence dans la mise en œuvre, associer les partenaires provinciaux aux différents niveaux, dans les modalités et la planification des activités afin d'améliorer leur efficacité
						L'intégration du CdC et du CdS dans les stratégies depuis le début du projet
						Le CDC et Cds effectuent leur mandat au niveau de la Province
						intégrer des mécanismes de motivation non pécuniaires

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Les objectifs à atteindre ainsi que les résultats estompés dans le cadre du programme **EDUKOR** restent réalistes.

Cependant, au-delà des risques, le Programme fait face à quelques défis :

- La pérennité des actions n'est garantie que par une implication effective du partenaire et de certains acteurs. Le **Ministère de l'Education** au travers de **l'EPS Inc. et/ou de l'ETP** doit s'impliquer pour jouer pleinement son rôle dans les changements de paradigme dans le cadre de la formation en alternance qui modifierait l'approche existante de l'apprentissage dans **l'ETFP**.
- L'implication pro active de la part des autorités de tutelle en matière de **l'ETFP** nécessite des affectations budgétaires plus élevées destinées aux établissements scolaires de ce secteur, certains investissements au niveau des infrastructures et équipements ainsi que la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités de ses RH et un système d'accompagnement, suivi et d'évaluation plus optimale par l'inspectorat.
- Les résultats attendus par **EDUKOR** au travers de la mise en place du **"PPFEA"** devraient servir de base au plaidoyer face aux autorités et autres acteurs afin de déclencher les mécanismes nécessaires qui insuffleront les changements dans la stratégie nationale de **l'ETFP**.
- L'implication et l'appropriation de l'approche de la formation en alternance devraient créer des synergies entre les **autorités ministérielles de l'ETFP** et le **secteur privé** beaucoup plus dynamiques, visant cette réelle **"adéquation formation emploi"** tant espérée et nécessaire.

Au bout de trois années de fonctionnement, les principales difficultés ci-dessous sont identifiées :

Au niveau interne DGD et CTB :

- **Impossibilité de compter sur toute les RH prévue dans le DTF (ATI/Insertion Professionnelle)**
- **Plafonnement budgétaire**

Au niveau du partenaire/pays :

- **Contexte socioéconomique qui se dégrade au fil du temps**
- **Manque de stabilité politique et sociale**
- **Manque de clarté au niveau institutionnel des attributions et fonctions des Ministères ayant en charge l'ETFP**
- **Manque de stabilité interne au niveau des Ministères ayant à leur charge l'ETFP**
- **Faiblesse de la contribution financière du partenaire congolais en matière de l'ETFP**
- **Faiblesse des entreprises à s'impliquer dans l'ETFP**
- **Faiblesse des partenaires institutionnels en matière de RH et budgétaire**

- **Faiblesse des RH nationales au sein de la CTB**
- **Le marché de l'emploi est détérioré voire inexistant offrant peu de perspectives d'emplois salariés**

3.2 Recommandations

Contraintes	Recommandations	Acteur
Stabilité politique et sociale permettant la poursuite des activités	Sensibiliser les autorités des enjeux d'une stabilité indispensable à la poursuite des interventions	Ambassade, RR
Faiblesse de la contribution financière du partenaire congolais en matière de l'ETFP	Plaidoyer et sensibiliser le partenaire congolais pour mobiliser les fonds nécessaires	Ambassade, RR, HQ, Coordination
Faible implication des entreprises locales pour accepter des jeunes en apprentissage	Plaidoyer et sensibiliser les entreprises pour mettre en œuvre cette implication	Ministère d'éducation, FEC,
Faiblesse des partenaires institutionnels (Min. Educ.) caractérisée par un manque de renforcement de capacité de leurs ressources humaines et d'un budget de fonctionnement	Mettre en œuvre le Plan de renforcement de capacité prévu à cet effet	PRECOB et autres operateurs

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Dans le cadre de la nouvelle vision stratégique au travers de l'approche de la formation en alternance il faut une certaine flexibilité afin d'adapter celle-ci au contexte éducatif et socioéconomique.	Ministère(s) en charges de l'ETFP, les 5 CDA, secteur privé
Afin d'assurer une pérennité dans la stratégie mis en œuvre par EDUKOR en synergie avec le partenaire il faut garantir post programme une prise en charge financière par le partenaire le(s) Ministère(s) en charge de l'ETFP	Ministère(s) en charges de l'ETFP

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
				X	
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			

C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Dossier soumis à la SMCL	Décision prise par la SMCL	Date
1. Approbation du rapport des résultats 2016 EDUKOR	Approuvé	5/06/2017
2. Réallocations budgétaires	Approuvée	5/06/2017
3. Approbation du plan de mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours (MTR)	Approuvé	24/11/2017

4.3 Cadre logique mis à jour

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Target	Sources de vérification	Hypothèses
<p>Objectif Général : Dans le bassin d'emploi autour de Mbuji-Mayi, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, tant formelle que non-formelle et L'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.</p>	<p>Nombre de jeunes bénéficiant d'un système de formation en alternance</p>	<p>265</p>	<p>Liste d'inscription-statistiques scolaires rapports de rentrée, résultat des enquêtes, palmarès des écoles</p>	<p>Non appropriation de l'approche de la formation en alternance par les partenaires institutionnels du projet (MIN EPSP ?? et management CTB),</p>
	<p>% jeunes accompagnés à l'insertion professionnelle</p>	<p>75% (Finalistes en formation en alternance chaque année)</p>	<p>Les projets d'insertion professionnelle</p>	<p>Résistance culturelle des parents à envoyer les filles vers les filières traditionnellement réservées aux hommes et à la formation en alternance</p>

	Augmentation du pourcentage des sortants (H/F) qui sont à l'emploi (insérer professionnellement) de 75 % à 100 %	100 % de sortants	Etudes de suivi des sortants	la durée du programme EDUKOR insuffisant pour l'appropriation de l'approche de formation en alternance par les partenaires ETP
Objectif spécifique : Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasai Oriental et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.	Nombre des structures de concertation mises en place ou existantes	2	PV des réunions rapports périodiques des structures	· Le climat des affaires est stimulant
	Nombre des élèves/apprenants inscrites dans les Cda / établissements affiliés (accessibilité)	N/D	Liste d'inscription-statistiques scolaires rapports de rentrée	* Climat politique de la province, transformation des écoles d'enseignement général vers l' ETP
	Taux de participation des filles à l'ETP	20% de l'ensemble d'élèves inscrites	Annuaire statistique provincial, rapport de promotion scolaire	
	Le taux de réussite des élèves/apprenants dans les filières et écoles appuyées	100%		

degré de satisfaction des entreprises par rapport aux compétences des sortants en formation en alternance (FeA)	75%	Enquête auprès des entreprises	Faible taux de présence d'entreprises dans la zone d'intervention du projet
% d'apprenants /élèves accompagnés en ISP dans les établissements qui obtiennent un emploi ou l'auto-emploi)	75%	Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants; palmarès des évaluations	· La croissance économique offre des opportunités d'emploi et de génération de revenus
Proportion d'heures de pratique dans le cursus de formation	75%	Rapport des CDA, Rapport d'inspection des établissements et rapports des entreprises	

	% des écoles intégrant correctement les principes de bonne gestion scolaire: planification régulière et appliquée/gestion administrative conforme aux recommandations/gestion financière transparente et gestion pédagogique répondant aux normes de l'inspectorat.	5	Rapport d'enquête	
Résultat 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins du marché de l'emploi	Evolution (en %) des inscriptions dans les établissements ciblés	Augmentation de 10 % de la valeur de l'année passée	Registre des inscriptions ou registre des recrutements par établissement	
	Taux de rétention	100 % de rétention d'élèves dans les filières appuyées	Rapports des établissements et des gestionnaires	

Nbre d'établissements réhabilités	5	Rapport EDUKOR	
Nbre d'établissements équipés dans les filières appuyées	5	Rapport EDUKOR	
Proportion (en %) des établissements ciblés donnant une formation de qualité (sur base des critères formulés par l'équipe du projet et les parties prenantes: curricula, (auto)recyclage, approche peda, stages,...)	5	Rapports d'enquête annuel	
Nombre d'enseignants (E) formés à l'entrepreneuriat pratique	100% d'enseignants qualifiés dans les filières appuyées	Rapport de la formation, liste des participants à la formation	
Nombre d'apprenants (E) formés à l'entrepreneuriat pratique	100 % des sortants	Rapport de la formation, liste des participants à la formation	

	Nbre d'apprenants ayant bénéficié de formations en cycle long/court	100 % d'élèves inscrites dans le CDA pour la formation non formel	Projet EDUKOR/R apport de formation et liste de participants	Les jeunes n'optent pas pour l'oisiveté et le non-emploi
R2: Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP	Nombre d'ETP qui disposent d'une UFE opérationnelle	5	Fiche suivi ETP, Rapport annuel de l'ETP, Rapports annuels d'activité EDUKOR	Le programme national est réajusté au contexte socio-économique du pays.
	Nbre de visites guidées effectuées par les élèves/apprenants dans les entreprises	N/D	Etablissements et Entreprises/Rapports de visite	
	Nombre de formations dans le cadre des filières appuyées tenues par les experts du secteur privé / ONG	N/D	Projet EDUKOR/R apport de formation liste des participants par groupe cible	
	Le projet pilote de FeA validé par : CdC, CdS, COMPAR et SMCL	1	PV, liste des participants aux ateliers	Les autorités de l'ETP accordent leur soutien à la formation en alternance

Degré de fonctionnalité du CdC et du CdS	2	ROI du CdS et du CdS, Compte rendu	
Document de stratégie provinciale et plan d'action de l'ETP validé,	1	Plans d'actions annuels de chaque ETP, Budgets annuels des ETP	Les équipes dirigeantes des établissements scolaires sont stables dans leurs postes et motivés pour améliorer la gestion
Degré de mise en œuvre de la stratégie provinciale de l'ETP	N/D	La division provinciale de l'EPSP et Rapports provincial	
% des enseignants avec des qualifications requises dans les filières appuyées des établissements ciblés	28	Analyse de CV des enseignants	
% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs dans les filières appuyées	N/D	Rapport de suivi des inspecteurs	

	Nombre moyen de visites organisées par inspecteur et par établissement	6	Rapport de suivi des inspecteurs	
	Niveau d'exécution des recommandations des inspecteurs	N/D	Rapports des établissements et des gestionnaires	
R3: Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs options d'emploi/auto-emploi par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.	Nbre des AGR appuyées	N/D	Rapport de visite	
	Pourcentage d'unités pédagogiques fonctionnant dans des établissements ciblés et se réunissant selon les fréquences recommandées.	5	PV des réunions, rapports périodiques des unités pédagogiques	
	Proportion (%) des apprenants participant aux travaux pratiques prévus dans le programme	100 % d'élèves /Apprenants	Etablissements/Rapports des maîtres de stage	

% de membres des comités de gestion formés à la gestion scolaire	100 % des membres des 5 comités de gestion	Etablissements/Rapports de formation	
Proportion (en %) des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente	5	Etablissements/ PV des réunions Rapports de gestion	
Nombre d'apprenants et sortants porteurs de projet d'emploi/ou emploi accompagné s par l'UFE	N/D	Rapport des CDA, des entreprises/ Etablissements	
Nbre d'entreprises qui décident d'engager les sortants après la formation dans le cadre de la FeA	N/D	Contrats d'embauche signalés dans le rapport de fin de la formation en alternance	
Nbre d'auto-emploi créés par les sortants	N/D	Rapport de suivi des sortants après 6 mois	
% de lauréats appuyés (secteur privé/association/ONG/Auto emploi)	100%	Palmarès, résultats des enquêtes	

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	NON
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	06/2017 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Mission backstopping du siège (CTB Bruxelles), du 25 au 29 mai 2015

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

VOIR POINT « 1.2. »

4.6 Ressources en termes de communication

- 1 vidéo sur la situation des jeunes filles dans l'ETFP et leur contexte socioéconomique dans le territoire de Ngandajika (Province La Lomami)(1^{er} épisode) (Année scolaire 2015/2016)
- 1 vidéo sur la situation des jeunes filles dans l'ETFP et leur contexte socioéconomique dans le territoire de Ngandajika (Province La Lomami)(2^{ème} épisode) (Année scolaire 2016/2017)
- 1 vidéo sur l'insertion professionnelle au travers des « AGR »
- 1 vidéo sur « l'entrepreneuriat féminin des mamans des élèves filles » à Ngandajika.